

## Au sommaire

pages 2 à 4

La Bourse du Travail de Commentry 1896-1918

page 5

8 mars 1970, journée internationale de la femme

page 6

Appel à cotisations  
Bilan de la souscription

page 7

Activité de l'IHS sur le bassin Montluçonnais

page 8

Les archives du syndicat CGT Loire et Centre et celles de l'UL de Commentry

L'actualité sociale nous amène à évoquer la loi El Khomri sur la réforme du Code du Travail. En fait, cette loi est celle de Valls/Macron dont le but est de satisfaire l'appétit du grand patronat incarné par Gattaz. Cette loi rétrograde a vocation à renvoyer le monde du travail au 19<sup>ème</sup> siècle, elle répond aux exigences de l'Europe libérale qui négocie, entre autre, le traité transatlantique (Tafta) et qui va mettre les travailleurs, nos industries, notre agriculture à genoux, définitivement à genoux. Tout est lié, le capitalisme a une vision à court terme, mais il avance ses pions, face à lui, une classe ouvrière divisée, tant syndicalement que politiquement, il est donc temps de réagir à la hauteur des enjeux, la lutte des classes doit être menée sans concession par les salariés. L'opportunité nous est donnée dans ces instants d'organiser une riposte avec un front syndical uni sur ces enjeux de société.

Les premières victimes de cette loi scélérate seront les femmes et les jeunes, qu'il s'agisse des unes et des autres, le mot d'ordre : « **On Vaut Mieux Que Ça** » en dit long sur la mobilisation qui s'installe. Plus d'un million de signatures en quelques jours sur la pétition en ligne contre ce texte de loi, cela doit nous amener à plus d'optimisme, à plus de résistance et d'actions.

Plus localement, le 18 mars, jour anniversaire de l'insurrection appelée « la Commune de Paris », soulèvement populaire qui s'est organisé en réaction à la défaite française de la guerre de 1870 contre la Prusse et à la capitulation des dirigeants bourgeois, doit être un moment de commémoration en hommage aux victimes de la semaine sanglante orchestrée par Monsieur Thiers. Il s'agit d'un signe de respect vis-à-vis du peuple Parisien qui s'est héroïquement honoré dans cette révolte prolétarienne. Cela reste un espoir pour nous tous et nous devons y puiser les forces nécessaires à notre juste combat d'aujourd'hui. **C'est pourquoi des forces progressistes de Commentry souhaitent exiger que le drapeau rouge flotte, comme pendant des décennies, sur le fronton de la mairie à l'occasion de cet anniversaire.** Avec l'arrivée de la droite aux affaires municipales, ce drapeau a été interdit de séjour, qu'il s'agisse du 18 mars, comme du 1<sup>er</sup> mai. Cette fête des travailleurs obtenue de haute lutte et très souvent ensanglantées par les exigences de la grande bourgeoisie capitaliste.

Pourtant ce drapeau symbolise le camps social ouvrier et populaire, à coup sûr des idées progressistes, démocratiques, émancipatrices et internationalistes. Dans cet emblème il n'y a aucune agressivité, son expression c'est celle de la détresse et de la solidarité vécues par les travailleurs qui seuls créent des richesses, et pour ce qui concerne Commentry, qui ont permis son développement économique et industriel. La nouvelle génération s'inspire largement de ces conquêtes sociales et c'est un plaisir certain de les voir agir pour l'intérêt du plus grand nombre.

L'espoir de jours meilleurs existe, ce n'est pas une utopie, par contre il faut aller les chercher, mais souvenons nous ce que disait Karl Marx : « le temps de la lutte doit toujours être celui de la pensée ». **Contre un Peuple éduqué, solidaire, déterminé, le capitalisme est impuissant.**

**Alain PASSAT, secrétaire général de l'UL de Commentry ( 1981-2013)**

## La Bourse du Travail de Commentry 1896-1918

**Cette année, l'Union Locale CGT de Commentry célèbre ses 120 ans d'existence. L'IHS-CGT s'y associe et vous propose de découvrir dans ce n° 51, la première partie de l'histoire de cette Bourse du Travail.**

Dans le bassin de Montluçon-Commentry, l'industrialisation fut précoce notamment avec les mines et la métallurgie, le syndicalisme y a donc existé bien avant la naissance de la CGT.

Les hommes à l'origine des Chambres syndicales sont les mêmes qui fondent et dirigent les Groupes d'Etudes Sociales et les Cercles Républicains Socialistes, il n'y avait pas de dissociation entre politique et syndicat. Ils sont influencés par les idées de Jules Guesde.

Le Parti Ouvrier s'implante grâce à Jean Dormoy, à Montluçon, Christophe Thivrier, à Commentry. A l'intérieur même du Parti Ouvrier, les rivalités sont nombreuses et vont contribuer à la naissance, à Commentry, du Comité Révolutionnaire Central. Cette organisation est favorable à la formation de Bourse du Travail.

Les choses bougent, plusieurs Bourses du Travail sont créées à Commentry (1896), à Montluçon (1900), Vichy (1905) quant à Moulins, les municipalités successives s'y opposèrent de crainte de renforcer l'implantation des idées socialistes.

### Création d'un comité d'initiative à Commentry

Ce Comité donne naissance, le 12 avril 1896, à la première Bourse du Travail du département.

Il est composé de 11 ouvriers mineurs et de forgerons :

A. Sautereau, Gabriel Dounon, Louis Panetier, Berthiaux, J. Raymond, Mathieu, Grand, Pierre Auroyer, Guillaumin, Martin et Guillaume Mérigot.

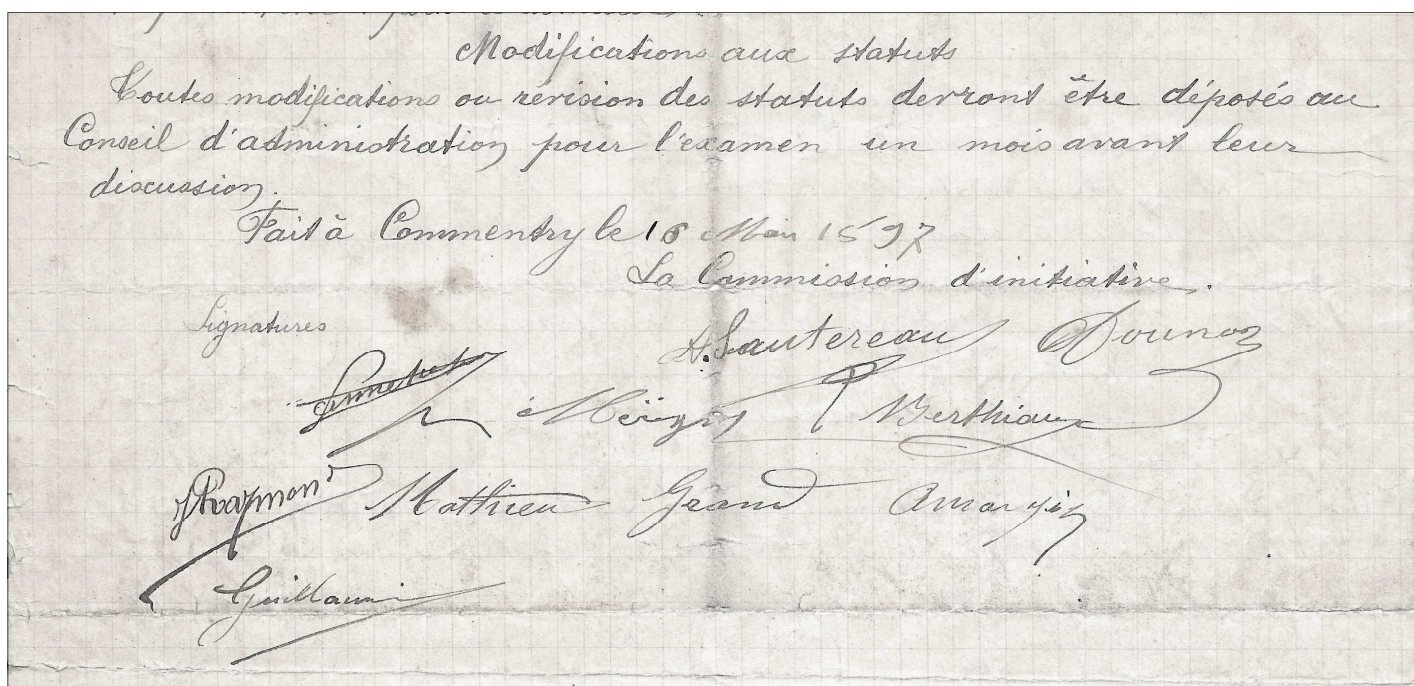
Il rédige un statut de 11 articles.

Il ajoute un règlement intérieur en 3 articles, 7 articles sont consacrés au fonctionnement du secrétariat, 8 au fonctionnement de la bibliothèque.

Le secrétaire est un forgeron, Guillaume Mérigot et le trésorier un mineur, Pierre Auroyer. Ils sont renouvelables tous les ans et toujours révocables par leur syndicat.

Le siège social est à l'Hôtel de Ville où est mis une salle pour les réunions syndicales dont la Bourse a la responsabilité.

Elle tient un registre spéciale pour les offres et demandes d'emploi qui lui sont faites par les patrons et par les ouvriers, -aide les ouvriers à s'organiser en syndicats, -fonde une bibliothèque pour « élever le niveau intellectuel et technique de ses membres. »



arch. IHS CGT du Bourbonnais : extrait des statuts de la Bourse du Travail de Commentry, 16 mai 1897

## Une subvention contestée

Le Conseil municipal de Commentry vote une subvention de 300 Francs, le 5 mai 1896.

Mais, le Sous-préfet demande au Préfet son rejet car, dit-il :

*« elle favorise non pas une société corporative mais une association politique de nuance socialiste révolutionnaire...les dirigeants sont allés au devant de M. Jaurès, en 1896, et ont soutenu les verriers d'Albi. »*

Le Préfet supprime la subvention du budget.

Le 13 août 1897, la Bourse du Travail demande l'aide de Jean Dormoy en tant que membre du Conseil Général. Plusieurs réunions ont lieu avec le Maire, des courriers sont envoyés à Limoges pour savoir comment est accordée la subvention.

Jean Dormoy obtient une délibération du Conseil Général, le 20 août 1897, attaquant la décision :

*« comme contraire à l'esprit démocratique de la loi de 1884 et à la coutume générale qui fait que dans toutes les villes de France où existent des Bourses du Travail, ces établissements sont subventionnés. »*

Le Préfet « botte en touche » et répond que *« cette question est purement administrative et ne relève que du Ministère de l'Intérieur. »*

Selon les annuaires statistiques que nous avons dans nos archives, nous avons pu constater que cette somme a bien été versée jusqu'en 1914.

## La Bourse du Travail s'élargit

Forte de ses 770 métallurgistes et mineurs, elle demande son adhésion à la Fédération Nationale des Bourses du Travail de France et des Colonies.

De fait, elle est adhérente à la CGT mais elle tarde à participer aux Congrès confédéraux, c'est un montluçonnais qui la représente pour la première fois au Congrès de Toulouse, en 1910, il faut attendre celui du Havre en 1912, pour qu'elle envoie son premier délégué, Fay.

L'activité est impulsée par un nouveau secrétaire, Jean Beaumont (1907-1913). Ce maçon secrétaire de son syndicat a aussi été élu conseiller municipal.

En 1906, la Bourse réunit 7 syndicats pour 510 syndiqués, qui ont rejoint les mineurs et les métallos :

-la Chambre syndicale des ouvriers chaîniers (1900), celle des ouvriers maçons (1902), le syndicat des coiffeurs (1904), la Chambre syndicale des ouvriers menuisiers et ébénistes (1905), le syndicat des Travailleurs municipaux (1906).

## Les grandes questions

Les ouvriers hésitent entre syndicats et sociétés de secours mutuels. C'est ainsi que le syndicat des chaîniers disparaît au bout d'un an pour se recréer sous la forme d'une société de secours dans le but de *« venir en aide aux ouvriers malades. »*

Le Syndicat Professionnel des Ouvriers Métallurgistes (non adhérent à la Bourse) se dissout le 9 janvier 1910 et justifie sa position dans un courrier adressé au Préfet :

*« Un membre a trompé notre bonne foi, il a travaillé dans son jardin étant en « carte de maladie ». Le Conseil d'administration l'exclut par 8 voix sur 12.*

*Il a fait appel de la décision en Justice de Paix et le Syndicat a été condamné à lui verser 32 F avec l'obligation de le réintégrer au sein du syndicat. C'est cette dernière partie de la décision que le syndicat n'a pas admis :*

*« il n'y a pas de syndicat qui puisse faire œuvre de mutualité avec de tels membres. »*

Les questions des retraites ouvrières et de l'antimilitarisme agitent et divisent le mouvement ouvrier commentryen, néanmoins, en 1914, les effectifs sont de 840 syndiqués dans 8 syndicats.

## Les Grèves

Les ouvriers n'avaient pas attendu la Bourse du Travail pour lutter contre un patronat particulièrement dur comme l'atteste l'affiche ci-dessous qui met en garde les briseurs de grève.



arch. dép. Allier : 1M2075

En avril 1890, les métallos se mettent en grève et élisent un Comité de grève où l'on trouve déjà ceux qui seront à l'origine de la Bourse : Guillaume Mérigot, Louis Pannetier ou Gabriel Dounon.

Dix ans plus tard, « La Forge » va vivre deux mouvements de grève : du 13 au 17 février et du 28 au 31 mars 1900.



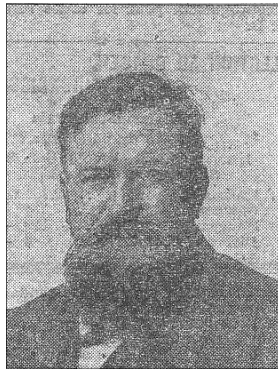
## L'Union sacrée

En cas de déclaration de guerre, la CGT avait décidé d'appeler à la grève générale insurrectionnelle. Sous-estimant le sentiment patriotique, celle-ci n'eut pas lieu et la CGT s'engagea dans l'Union sacrée.

Le conflit durant, les positions défendues par la majorité de la CGT, conduite par Jouhaux, furent de plus en plus contestées.

A partir de 1917, une minorité révolutionnaire défend de plus en plus des idées pacifistes. Le mouvement touchent particulièrement les usines métallurgiques qui travaillent pour la guerre dont La Forge qui appartient à la Compagnie Châtillon Commentry.

Influencés par les propagandistes envoyés par les syndicats du Cher et de la Loire, les ouvriers commencent à évoquer la possibilité de faire une grève pour la paix.



**Charles PRATS**  
1869-1918

En cette période difficile pour le mouvement ouvrier, Charles Prats accepte de diriger la Bourse du Travail.

Né à Commentry, le 12 janvier 1869, à l'âge de 16 ans, il devient, après son apprentissage, ouvrier forgeron. Secrétaire du syndicat des ouvriers métallurgistes, c'est aussi un militant socialiste qui professe des idées antimilitaristes.

En 1912, il conduit au succès une liste socialiste aux élections municipales et devient maire de Commentry.

Sa position de Maire lui permet de participer aux congrès régionaux de la Fédération de métaux. Il accepte même d'être « la boîte aux lettres » du mouvement minoritaire. Sa position de Maire le mettant relativement à l'abri d'éventuelles poursuites.

Malheureusement, il meurt le 29 septembre 1918.

## Congrès de l'UD CGT

Le 6 octobre 1918, l'Union départementale, qui ne s'était pas réunie depuis la guerre, tient son congrès à l'Hôtel de Ville de Commentry. Tous les syndicats sont représentés par des délégués sous la présidence de Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT.

Le congrès adopte deux motions :

1°- Le congrès se félicite du développement pris par les organisations syndicales...décide de maintenir le siège à Vichy et fait confiance à Perrin en lui renouvelant son mandat de secrétaire de l'UD.

2°- Le congrès considérant qu'un prolétariat conscient de ses devoirs et de ses droits, instruit et éduqué, ne doit pas se cantonner dans un syndicalisme égoïste, approuve les déclarations du camarade Jouhaux sur la réorganisation et le fonctionnement des organismes de la CGT.

Dans la séance de l'après-midi, le congrès examine les questions suivantes : cherté de la vie, coopératives de production et de consommation, création d'un office pour la répartition des denrées sous contrôle des organisations ouvrières, révision de la loi sur les accidents du travail, révision de la question des retraites.

Nous n'avons pas retrouvé dans nos archives les débats. Il est donc impossible de savoir si la minorité s'y exprima.

Toujours est-il que le mouvement révolutionnaire qui s'était manifesté en faveur de la paix était bel et bien implanté dans la région.

La guerre terminée, le débat entre minoritaires et majoritaires se poursuivra, mais ceci est une autre histoire qu'un prochain bulletin aura à cœur de traiter.

**Jean-Noël DUTHEIL**

### SOURCES :

arch. dép. Allier 1M315, 1M1186, 10M289, 10M310, 10M315, 10M5003, 64J5 ;  
arch. Privées IHS-CGT du Bourbonnais ;  
presse : Le Socialiste de l'Allier 1890, L'Humanité 1912, Le Progrès de l'Allier 1918.

## 8 mars 1970, journée Internationale de la femme

Suite aux événements de mai-juin 1968, sous l'impulsion du secrétaire général de l'UD, André Périnaud, et du secteur de la Main d'Œuvre Féminine (M.O.F), les syndicats à majorité féminines se sont considérablement développés.

Sur l'ensemble du département, le journal de la CGT en direction des Femmes, « Antoinette », est diffusé en moyenne à 848 exemplaires-mensuels (jusqu'à 1 100).

Le 8 mars 1970 donne lieu à de nombreuses initiatives, dans le Bassin de Montluçon-Commentry, plusieurs délégations se rendent à la Sous-préfecture et à la Chambre patronale.

Dans les entreprises textiles de Commentry, les patrons essaient de manœuvrer pour entraver les libertés syndicales acquises en mai 1968.

Chez ROUSSEAU, entreprise féminine, le patron ne veut pas payer les heures de mandat de la déléguée quand elle se déplace à l'extérieur.

Plus grave, chez SOGEVE, les femmes doivent boire ou aller aux toilettes, trois par trois, à heures fixes !

Les ouvrières ripostent énergiquement contre les brimades et passent à l'offensive avec l'aide de l'UL

Le syndicat revendique sur les bas salaires, les cadences intenable, les brimades, les atteintes aux droits syndicaux.

Le syndicat CGT se renforce avec 90 syndiquées.

Plusieurs tracts distribués à la population de mars à septembre dénoncent les atteintes aux libertés syndicales.

Cette importante activité de la M.O.F de l'UD se traduit par l'organisation, le 7 novembre 1970, de la 3<sup>ème</sup> Conférence Départementale des Femmes Travailleuses à Commentry.

Elle est annoncée avec la participation de Thérèse Poupon (militante chez MAVEST à Montluçon, future responsable du secteur féminin Confédéral).

Louise Berthon (responsable de la M.O.F à l'UD) prépare la conférence en ces termes :

« Les femmes prennent de plus en plus conscience qu'elles sont partie intégrante de la classe ouvrière et qu'aucune action ne peut être menée sans elles. »

Pour Josiane Limoges de la SOGEVE :

« les cadences sont en constante augmentation depuis que la Direction a instauré le chronométrage. Mise à pied, lettres recommandées, pressions de toutes sortes sur les jeunes ouvrières sortant du CET sont monnaie courante...

...aux demandes d'augmentation la Direction a déclaré « la vache n'a plus de lait », cette expression a amené les ouvrières à dire « nous retenons ce terme » (grand éclat de rire parmi les congressistes)

...par un travail constant avançons, conclut-elle. »

SOURCES : arch. privées IHS-CGT, bulletins de l'UD, UNITE de 1970.



D/R IHS CGT du Bourbonnais

1 décembre 1971 à Commentry, Jean Landron au micro et au premier rang les filles de la SOGEVE.

Journée d'action unitaire avec arrêt de travail presque général et une large participation des jeunes et des femmes.

**Pour la retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes.**

## Rappel de cotisation 2016

### Pour ceux et celles qui n'ont pas acquitté leur cotisation 2016



IHS-CGT du Bourbonnais  
Centre Associatif et Syndical  
93 rue de Paris. 03000 MOULINS

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Adresse électronique (Indispensable pour la communication par mail)

#### Montant de la cotisation 2016

Syndicats, UL, UD, UR	40 € minimum ;	Comité d'Etablissement	40 € minimum
Actifs CGT	20 €	Retraités CGT	15 €
Jeunes	10 €	Individuels hors CGT	20 €

*Rédiger vos chèques à Institut CGT d'Histoire Sociale du Bourbonnais*

## Restauration des drapeaux de la CGT : souscription et parrainage



Compte tenu des coûts de restauration une souscription a été lancée dans la CGT. Nous publions la première liste de souscription.

Les camarades ont remis au goût du jour la traditionnelle collecte au drapeau, comme ci-dessus à la fin de l'Assemblée Générale des retraités EDF de Moulines.

**EN AVANT, POUR LA DEUXIEME LISTE...**

### Première liste de souscription

#### Journée récréative des retraités à Saint-Sornin : 135€

*Gaume Lydie 10€, Devaux Georges 10€, Lavergne André 20€, Guillemin Claude 50€, Depeige Marie-Claude 15€, Chanet Joël 15€, Elleau Jacques 15€*

#### Journée du patrimoine à Moulines : 30€

*Guillaumin Claudette 10€, Berthon Odette 20€*

#### Comité Général Montmarault : 42€

*Vernisse Michel 20€, Brun Lithi 10€, Syndicat UFICT Energie Moulines 10€, Petit Philippe 2€*

#### Vernissage exposition Désertines : 224.75€

*Vacher Jean-Marc 5€, Collecte au drapeau 169.75, Michel Depresles 50€*

#### Assemblée Générale IHS : 770€

*Parrainage Syndicat ADISSEO Commentry 270€  
Parrainage Union Locale Commentry 500 €*

#### Assemblée Générale Retraités EDF Moulines 132€

*Collecte au drapeau 132€*

#### Syndicats ayant versés pour le parrainage

*Communaux retraités de Montluçon 80€  
Retraités CHMY 100€*

**Soit un total de 1593.75€**





Jean Pascal PRADEL vient de nous faire connaître de sa réussite à son examen et remercie l'IHS du Bourbonnais pour l'aide apportée à la recherche d'archives pour son mémoire :

### SYNDICALISME ET MUTUALISME, QUELS RAPPORTS DANS LE BOURBONNAIS A LA CHARNIERE DES 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> SIECLE ?

## Activités de l'IHS sur le bassin montluçonnais

Au cours de l'année 2015, l'antenne IHS CGT 03 du Bassin Montluçon/Commentry a poursuivi sa mise en place au sein de l'Union Locale de Montluçon avec pour l'instant 3 camarades référents.

Notre activité s'est portée, entre autre, sur la rédaction des biographies de camarades.

Certaines d'entre elles, terminées ont été transmises au Maitron « Raoul Barnique, Georges Gauvin ». D'autres sont en cours d'élaboration ou en attente de précisions « Marcel Colas, André Piot, Jacques Guérard, etc... ». D'autres sont envisagées pour 2016.

Dans le cadre des 120 ans de la CGT sur Montluçon, une première initiative s'est tenue le 24 avril dans la grande salle de l'Union Départementale CGT où Claude PENNETIER (Directeur du Maïtron) a animé une conférence autour de ce Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social : « les militants dans les luttes sociales ».

Plus de 60 personnes ont participé à cette initiative et ont été sensibilisées à la conservation de la mémoire des mouvements ouvriers.

Aujourd'hui où l'on veut tout remettre en cause, il est important de rappeler le rôle effectué par ces militants tout au long de leurs vies.

La deuxième initiative a eu lieu le 3<sup>ème</sup> weekend de Novembre à Désertines Espace François Mitterrand. Une conférence de Pierre COUTAZ, membre du bureau de l'IHS confédéral de la CGT, sur le « Drapeau Rouge Compagnons de Luttés », en présence de 4 anciens secrétaires de l'UD CGT de l'Allier, André PERINAUD, Roger TINDILIERE, Michel THIERRY, Michel BEAUNE et de l'actuel, Laurent INDRUSIAK.

100 personnes ont participé à ce débat particulièrement intéressant.

Pendant ces trois jours, les visiteurs ont pu découvrir la collection de drapeaux et bannières inscrits à l'inventaire des Monuments Historiques accompagnés de différentes photos et documents.

Cette année nous avons également rendu visite au Syndicat CGT de Sagem Défense Sécurité pour les sensibiliser à l'activité de l'IHS. Nous avons aussi rencontré le syndicat CGT des cheminots de Montluçon à l'Union Locale et participé à la Commission Exécutive du Syndicat CGT d' EDF.

Ces derniers nous ont invités à leur Congrès qui s'est tenu en fin d'année à la Salle Germinal de Désertines où nous avons fait connaître le travail de l'IHS et appelés à l'adhésion.



## Les archives du syndicat CGT Loire et Centre ...

En effet, les électriciens de Montluçon ont rencontré plusieurs fois notre Institut, il paraît acquis que cette fois la conservation de leurs archives est bien à l'ordre du jour d'un groupe de camarades motivés.

Pour ce qui nous concerne, nous avons découvert un beau volume d'archives conservées dans le local syndical.

Un premier sondage a permis de mettre en évidence, un intéressant fonds concernant les réunions de la Commission Secondaire depuis 1948.

Un peu d'histoire !

Depuis quand le syndicat existe-t-il ?

Les premières recherches, parmi les sources mises à notre disposition, permettent d'apporter un premier élément de réponse.

D'après le journal de la SFIO, « Le Combat Social », (7 et 21 juin 1936) nous pouvons affirmer que le syndicat CGT de Loire et Centre a été créé en juin 1936 et qu'à cette occasion, il a déposé un cahier de revendications auprès de la Direction.

Cette information est confirmée par les archives de notre IHS-CGT.

Dans les congrès de l'UD, il apparaît dans la nomenclature des syndicats (27 septembre 1936), rédigé à la rubrique :

« *syndicat nouvellement constitué par l'UL de Montluçon* » :  
syndicat Electricité Gaz : section Loire et Centre.

Dans le bilan des grèves de 36, nous savons que le 11 juillet 1936, 285 électriciens sont en grève avec occupation.

La grève dure un jour et trouve sa solution avec une conciliation et un gain substantiel pour les salariés.

Au congrès de l'UD de 1937, le syndicat de Loire et Centre a deux voix grâce à ses 287 syndiqués.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1936 au 1<sup>er</sup> juillet 1937, ce nombre enregistre une perte de 33 adhérents et passe à 254 pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1937 au 1<sup>er</sup> juillet 1938.

Par contre, nous ne connaissons pas le nom du premier secrétaire général du syndicat CGT.

Durant l'occupation, la CGT est interdite. Marcel Légoutière dirige le syndicat entre dans la clandestinité.

En 1944, le tirage de tracts reprend avec force. Loire et Centre édite : « L'Étincelle », le numéro d'avril 1944, distribué dans l'illégalité, appelle pour le 1<sup>er</sup> mai 44 à « une journée de lutte revendicative, de rassemblement des forces de notre pays pour la libération de notre patrie ».

Montluçon libérée, le syndicat (320 adhérents) se reconstitue : René Grés en est le secrétaire général, il est également l'un des secrétaires de l'UL de Montluçon en 1946.

A la Libération, des Comités de gestion se mettent en place dans la région montluçonnaise, une expérience originale, celui de l'Entreprise Loire et Centre y prendra toute sa place avec :

-gérant : Marcel Couhoy,  
-cogérant ouvrier René Grés (CGT),  
-cogérant Rolland technicien (Union des Cadres Ingénieurs de la France Combattante).

Marcel Légoutière, étalonneur, devient vice-président du Comité Départemental de Libération et secrétaire général de l'UD. Il fut le « père » des Comités de gestion.

Les camarades actifs rencontrés au cours de ces différentes rencontres se sont montrés intéressés par notre démarche de valorisation de nos archives, surtout que depuis quelques temps, le syndicat accueille de nouveaux et jeunes adhérents qui ne manqueront pas de s'intéresser à leur passé, tant il est important de savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va !

## ... et celles de l'UL de Commentry



D/R IHS CGT du Bourbonnais

A l'occasion de la réorganisation de leur locaux les camarades de l'UI de Commentry ont fait le bon geste !...  
.....Au lieu de jeter sans discernement, ils ont fait appel à notre IHS pour les aider à trier et à cette occasion une intéressante bibliothèque d'environ 150 ouvrages anciens, professionnels, syndicaux a pu être déposée.

Cette bibliothèque dispose maintenant de son inventaire.



D/R IHS CGT du Bourbonnais